

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le dénouement de notre crise (*Boris Souvarine*).
— De la tactique offensive (*N. Boukharine*). —
La situation économique mondiale en octobre
1923 (*E. Varga*). — N. Lénine (*G. Zinoviev*).

Le Congrès communiste de Leipzig (*Trad. A. Guil-
lain*). — La lutte contre le fascisme en Allema-
gne (*L. Révo*). — L'émigration italienne en
France (*P. Mario*).

Le Dénouement de notre Crise

La crise du Parti français, signalée par le *Bulletin Communiste* dès la manifestation de ses premiers symptômes, dans le second semestre de 1921, suivie pas à pas et combattue par nous sans relâche au nom d'une fraction grandissante du Parti, soumise à l'examen de deux Congrès nationaux, à la critique de plusieurs assemblées internationales (deux sessions de l'Exécutif Elargi et le 4^e Congrès mondial) a trouvé son dénouement au Conseil National du 21 janvier. Ce dénouement ne pouvait être plus heureux. Une fois de plus, l'intervention de l'Internationale Communiste dans le mouvement ouvrier français a sauvé le parti révolutionnaire du prolétariat de ce pays.

En quoi consistait notre crise ? En ce que notre Parti comptait une fraction lui appartenant pour des raisons occasionnelles, hasardeuses, personnelles ou locales, mais tout à fait étrangères au communisme.

De cette fraction, les uns avaient préféré notre Parti à celui des dissidents, après Tours, pour ne pas rompre des habitudes ; les autres pour ne pas briser des liens d'amitié ; d'autres avaient cru réellement que « le vieux Parti continuait » ; certains avaient besoin de ce Parti plutôt que de tout autre. Toutes ces personnes devaient être inéluctablement éliminées, sous la pression de plus en plus forte des nécessités révolutionnaires.

L'histoire la plus récente montre que la formation d'un parti communiste est un phénomène inhérent à un certain degré de développement de la conscience prolétarienne. Rien ne peut l'étouffer. Ni les agissements des opportunistes, ni les répressions gouvernementales n'ont jamais fait disparaître un parti communiste. Même les exactions qui ont décimé nos Partis d'Allemagne, de Pologne, d'Italie — par exemple — n'ont pu enrayer la progression irrésistible de l'organisation communiste.

Les coups, les brutalités policières, les censures, les mises hors la loi, les emprisonnements, les poteaux d'exécution peuvent momentanément paralyser l'action et l'organisation communistes, mais non les briser. Comme l'a soutenu si brillamment Trotsky dans son livre sur le terrorisme, la raison en est que le mouvement communiste est une force historiquement progressive, correspondant à un enchaînement de faits économiques dont rien ne peut interrompre le cours.

De plus, l'expérience montre que tout parti communiste comprenant des éléments inassimilables est la proie de crises dont le processus normal aboutit à l'élimination partielle ou totale de ces éléments. Quand l'élimination n'est que partielle, la perspective d'une nouvelle crise est ouverte. Aussi, la formation d'un véritable parti communiste est-elle précédée d'un certain nombre de scissions et de fusions qui donnent finalement au parti sa composition stable.

Il est impossible de ruser avec certaines lois de la science révolutionnaire, celles que précisément l'Internationale Communiste seule a su établir. Tout parti ouvrier révolutionnaire ayant conservé une aile réformiste ou opportuniste est contraint, tôt ou tard, de l'expulser, soit graduellement, soit d'emblée. Tout parti de même nature n'ayant pas su englober dès son origine toutes les forces révolutionnaires, par conséquent trop sectaire, est contraint, tôt ou tard, de s'unir à ces forces voisines sous une forme ou sous une autre.

L'histoire de la plupart des sections de l'Internationale illustre cette thèse. Nous pourrions en faire ici l'exposé convaincant, si la place ne nous faisait défaut. Même en nous bornant à un bref rappel des étapes de la formation du parti communiste en Allemagne et en Italie, nous aurons prouvé que la crise de notre Parti n'avait rien que de normal.

Notre parti allemand eut pour noyau origi-

nel la Ligue *Spartacus*. Celle-ci, en se constituant, avait laissé d'importantes forces révolutionnaires dans le *Parti Indépendant*. La dislocation de ce parti était inévitable : elle eut lieu au Congrès de Halle, en 1920. La majorité du parti rallia la 3^e Internationale, formant un second parti communiste qui s'unit au premier, la Ligue *Spartacus* transformée. Cette fusion fut bientôt suivie d'une petite scission, celle du groupe de Daumig que le Parti n'assimilait pas. Puis suivit la scission provoquée par Paul Lévi. Puis, une nouvelle scission déterminée par Friesland. Entre temps, le Parti avait absorbé une bonne part du *Parti Communiste ouvrier*, aujourd'hui disparu. Et récemment, ce qui restait du *Parti Indépendant* fut absorbé par la vieille social-démocratie, à l'exception du petit groupe de Ledebour, peu important.

Cette sèche énumération de faits suffit à éclairer la difficulté de tracer du premier coup dans un vieux parti social-démocrate la ligne de scission nécessaire pour séparer les révolutionnaires des réformistes. Des tâtonnements sont inévitables. L'exemple italien n'est pas moins probant.

Le Parti Communiste italien a été formé par la gauche du Parti socialiste, après la scission de Livourne. Cette gauche communiste laissait dans le Parti socialiste, dans la fraction maximaliste de Serrati, des éléments incontestablement révolutionnaires. Les maximalistes, invités en 1921 par l'Internationale à rompre avec les réformistes pour s'unir aux communistes, avaient préféré rompre avec les communistes pour s'unir aux réformistes. En 1922, ils durent reconnaître que l'Internationale avait raison, rompre avec les réformistes et demander leur adhésion à l'Internationale communiste. Celle-ci a décidé la fusion des partis communiste et maximaliste, sous réserve de l'expulsion de la fraction Vella, nettement opportuniste. Il est hors de doute que si cette fusion s'accomplit, le processus de formation du Parti communiste ne sera pas encore achevé : le parti de Serrati contient bon nombre d'opportunistes qui devront, tôt ou tard, prendre leur vraie place, hors de notre Parti communiste.

Une étude détaillée de ces crises de nos partis d'Allemagne et d'Italie projeterait sur notre propre crise une lumière éclatante. Nous aurons l'occasion, à mesure que se développeront les conséquences de nos dernières « dissidences », de faire des parallèles instructifs. Dès maintenant, quelques rapprochements s'imposeront d'eux-mêmes.

La ligne de scission tracée dans le vieux Parti socialiste français par le Congrès de Tours n'était pas plus juste que celle de Livourne ou celle de Halle. L'influence exercée par la fraction des « reconstruc-teurs » ralliée à la 3^e Internationale introduisit, dans des débats où la clarté d'esprit et la fermeté de caractère étaient indispensables, un sentimentalisme et une confusion qui laissèrent dans le

Parti des ferments mortels de décomposition. Cette fraction ne comprenait pas que ces hommes qui versaient sincèrement des larmes, verseraient un jour le sang des ouvriers révolutionnaires. Au lieu de repousser les opportunistes, elle s'efforçait de les attirer !

Erreur funeste : elle introduisait dans notre camp l'ennemi qu'il nous a fallu, quelques mois plus tard, entreprendre de chasser. Nous en eûmes, au *Bulletin Communiste*, conscience le jour même. Nous dénonçâmes avec force l'entrée de Verfeuil et de ses pareils dans notre Parti. Les dirigeants du Parti ne nous écoutèrent pas. Ils nous demandèrent de mettre une sourdine à nos critiques, d'attendre les uns et les autres à l'œuvre, de faire crédit à tous : ce que nous fîmes, et sans doute à tort.

Nous avions, jusqu'au 3^e Congrès mondial, réservé à l'intimité les critiques et les divergences de vues. Après ce Congrès, il fallut commencer une critique publique. Le *Bulletin Communiste* fut l'organe de cette critique, qui fut loyale, franche et propre. Les textes restent et nous pouvons les invoquer avec fierté : ils sont la meilleure réponse aux diatribes de politiciens qui nous ont pendant plus d'un an couvert d'outrages et qui ont pris pour la plupart le chemin du camp contre-révolutionnaire.

Nous avons, dans l'esprit du marxisme, rempli cette tâche d'auto-critique qui est un des traits distinctifs du parti du prolétariat. Nous l'avons fait dans l'intérêt du Parti, du mouvement révolutionnaire, et sans considérations personnelles. Tous les hommes que nous avons attaqués, pour des raisons politiques, avaient été de nos amis ; nous n'avions aucune raison personnelle de nous en prendre à l'un ou à l'autre, et nous les mettons tous au défi de le contester, fût-ce dans la plus faible mesure, de citer le moindre fait infirmant nos paroles.

Que nos camarades, lecteurs de ce *Bulletin*, veuillent bien ne pas considérer comme une digression ces quelques commentaires d'incidents qui ne furent agréables à personne. Mais il faut en parler, quand on parle de notre crise : qu'on le veuille ou non, ils y tiennent une certaine place. Et ce serait de notre part pure hypocrisie que les négliger. C'est aussi notre devoir de donner aux militants qui font la force de notre Parti des explications sur la part prise par un militant chargé de plusieurs postes responsables dans une lutte qui a décidé de la vie et de la mort du Parti. Nous ne parlons pas de notre droit : nous le pourrions pourtant, si l'on songe à la diffusion de certaines légendes absurdes, si l'on songe que des universitaires justement éminents et dignes de respect (comme Mathiez et Challaye) ont proféré à notre égard des idioties incroyables, sans rien connaître de ce dont ils parlaient, sans rien contrôler des propos de leurs informateurs.

Nous disons donc que ces hommes qui se

sont dressés les uns après les autres contre l'Internationale. Verfeuil, Fabre, Brizon, Méric, etc., ont été critiqués par nous pour des motifs exclusivement politiques. Nous avons vu en eux, à tort ou à raison, des représentants du vieux parti socialiste, inspirés par l'esprit de la 2^e Internationale. Les événements nous ont donné raison, le Parti aussi. Tous ces hommes tiennent aujourd'hui contre les communistes le langage du *Populaire* et de la *France Libre*.

Le Parti aurait pu s'épargner la crise qui le paralysa une année durant en éliminant successivement les brouillons et les saboteurs. Mais ceux-ci, à la grande stupeur des communistes internationaux, eurent longtemps toute licence de faire dans le camp communiste la besogne de la bourgeoisie. C'est qu'ils profitaient d'une protection inavouée et inavouable, celle du militant dont le rôle était de dénoncer leurs entreprises et de les combattre, celle de l'homme de confiance du Parti par excellence, celle du secrétaire général lui-même, celle de Frossard.

La trahison était installée en permanence au sommet du Parti. Tout ennemi de l'Internationale pouvait en sécurité se concerter avec Frossard pour toute besogne nuisible au Parti. Qui a incité Fabre à ouvrir sa campagne contre Moscou ? C'est Frossard. Qui a excité Méric à des polémiques malhonnêtes ? C'est Frossard. Qui a encouragé Verfeuil à se rapprocher des dissidents ? C'est Frossard. Qui a poussé Quinton et Besnard à salir la Révolution russe ? C'est Frossard. Qui a tiré de l'ombre des gens auxquelles nous ne ferons pas l'honneur d'écrire leurs noms, pour en faire des insulteurs en vue des bolcheviks ? C'est Frossard. Qui répandait des rumeurs diffamatoires, des bruits calomnieux, des légendes absurdes ? C'est Frossard. Qui a ouvert les écluses d'un torrent de boue dans le Congrès de Paris ? C'est Frossard.

En même temps, qui jurait fidélité à l'Internationale ? Qui désavouait dans la coulisse Fabre et Méric ? Qui proposait l'exclusion de Verfeuil ? Qui promettait une sérieuse épuration du Parti ? Qui accumulait à Moscou promesse sur promesse et serment sur serment ? Qui signait les motions de la gauche ? Qui jurait de ne pas devenir le Serrati français ? Qui s'inclinait devant toutes les décisions du 4^e Congrès mondial et bouclait ses malles pour Moscou ? C'est Frossard.

Et qui, pendant le 4^e Congrès mondial, avait poussé à la scission, à la guerre du Parti français contre l'Internationale ? C'était Frossard.

Voilà ce dont nos camarades doivent se rendre compte maintenant. Voilà l'explication de tant de choses inexplicables. Quel militant honnête pouvait concevoir l'œuvre néfaste de ce politicien à l'accent sincère et à la pensée perfide, son double jeu, ses manigances ? Ce que d'aucuns appelaient son habileté n'était donc que l'absence de scrupules ? Longtemps, nous ne l'avons pas pensé. Mais il faut se ren-

dre à l'évidence : les faits sont là. Et que nous montrent-ils ?

Ils nous montrent Frossard, après une vaine tentative de provoquer une scission sérieuse dans le parti du prolétariat, dans son parti, dans le parti qui avait fait de lui ce qu'il était, ils nous montrent Frossard, entouré d'une cohorte indescrivable, engageant la lutte contre le Parti Communiste tandis que le Parti Communiste lutte contre la bourgeoisie.

Ils nous montrent Frossard et son équipe employant contre les communistes des procédés que toutes les morales réprouvent et faisant un journal à prendre avec des pincettes. Ils nous les montrent dépassant du premier coup les arsouilles de l'*Atelier* et atteignant sans effort au niveau d'un Sancerme.

Il est bien clair que les « résistants » ont pour tâche essentielle de jeter des immondices sur le Parti Communiste et ses militants. Frossard et Méric nous annoncent qu'ils en ont des poubelles pleines et ils appellent cela des révélations. Révélez, révélez, pauvres diables ! Faites votre vilain métier, puisque vous y avez si vite pris goût.

Frossard oublie que nous avons connu d'autres traîtres avant lui. Ses prédécesseurs n'ont rien épargné pour nous intimider et n'y ont pas réussi ; quant à leur exemple, s'il nous a surtout inspiré le dégoût, il nous a aussi laissé quelques enseignements. La trahison est actuellement un phénomène politique trop classique pour que nous soyons troublés à son renouvellement. Et les insultes que jettent les traîtres à leurs compagnons de la veille fidèles aux idées qui leur furent communes ne sont d'aucun effet. Au surplus, quelques efforts que fassent Frossard et ses amis, il ne trouveront pas grand'chose à ajouter aux outrages que nous recevons depuis quelques années avec indifférence.

Appeler Dunois, Catonné, et Merlay, Muttermilch, c'est une dialectique insuffisante pour nous convaincre de nos torts (1). Même écrire, dans un style de maître-chanteur que chacun appréciera, des choses comme celle-ci : « ...Maurice Paz... qui s'est familiarisé avec le *marxisme* au cours des réceptions souvarinesque de l'hôtel Lux » ne nous émeut pas un instant. Il n'est pas jusqu'aux cochonneries étalées à l'adresse de notre amie Louise Bodin sous une rubrique théâtrale qui ne nous laissent froids. La petite clique de ratés, d'envieux et d'impuissants qui se livrent à ces exercices ressemble trop à toutes celles que nous avons connues : nous savons son destin.

Comme il faut bien que cette petite clique, sans idées, sans programme, sans foi, sans raison d'être se fasse remarquer de quelque façon, elle est réduite à se distinguer dans l'ignominie. Grand bien lui fasse. Nous ne

(1) C'est seulement dans le prochain numéro de leur « journal » qu'ils nous appelleront Lichitz et nous donneront du « Youpin ». Ils n'attendaient que l'occasion, cet article la leur donne.

sommes pas jaloux de la gloire un peu spéciale qu'elle en tirera, non plus que des profits.

Les derniers traîtres en date apparaissent toujours comme les plus répugnants. Les « résistants » s'évertuent et parviennent aisément à dépasser leurs devanciers : c'est le seul talent qui leur sera reconnu. Quant à leur prétention de jouer un rôle politique, elle ne sera réalisée que par leur fusion avec les dissidents qui les ont précédé dans la carrière. Il n'y a guère place en France pour un parti comme celui des éphémères « Indépendants » d'Allemagne. Tous les ennemis du parti de la révolution sauront s'unir contre nous, au moment opportun.

Conscients de l'allure un peu ridicule de leur minable phalange, les « résistants » sont déjà en pourparlers avec le groupe Verfeuil-Henri Sellier, très supérieur au leur par le nombre et l'homogénéité. En même temps, ils ont tout naturellement retrouvé leurs copains d'un Comité prétendu syndicaliste qui s'efforce à salir la Révolution russe (ne salit pas qui veut). Le parti socialiste de Renaudel recueillera tôt ou tard tous ces déchets du communisme et du syndicalisme-révolutionnaire. Les exemples allemand et italien sont là pour nous laisser prévoir ce qui arrivera en France.

Paul Lévi, ci-devant président du Parti Communiste, puis fondateur d'un groupe prétendu communiste et indépendant, est entré dans le parti de Noske et d'Ebert. Il s'y est même placé à la droite des anciens Indépendants. En Italie, Alessandri est passé avec la même rapidité aux côtés de Turati. Les « résistants » subiront inéluctablement la même évolution, car les mêmes causes déterminantes agissent en Allemagne, en Italie et en France.

Il n'est pas besoin d'être devin pour voir en ces « résistants » la relève des insulteurs habituels de la Révolution russe passablement fatigués. On sait comment ils rouleront sur la pente. Ils feront d'abord une distinction entre l'Internationale Communiste et la Révolution russe. Puis, ils découvriront la différence entre la Révolution russe et le Parti bolchevik. Puis, ils dénonceront le Parti bolchevik comme ayant confisqué la Révolution à son profit, cette Révolution qui est en réalité l'œuvre des mencheviks et des S. R. ! Puis, ils comprendront que le bolchevisme n'est qu'un aspect de la réaction, et ils n'auront plus assez de boue pour en couvrir la République des Soviets. Telle est la voie que prendront les « résistants », et que Merrheim a suivie avant eux.

Bien qu'ils se défendent d'être d'accord avec les réformistes déclarés, les « résistants » sont voués à se confondre avec eux. Leurs efforts pour s'en différencier artificiellement seront de courte durée. Ils n'échapperont pas à l'attraction de la 2^e Internationale, qui a déjà désagrégé l'Internationale de Vienne. A mesure que nous approchons d'un renouveau de la lutte révolutionnaire armée, les groupes politiques qui prétendent participer aux événe-

ments devront s'agréger à l'une ou l'autre des forces en lutte. Et ceux qui s'éloignent du communisme se rapprochent de la contre-révolution. Quant aux velléités de dresser entre les deux forces antagoniques une force intermédiaire, l'histoire du parti « Indépendant » allemand et du parti « Maximaliste » italien en a montré la vanité.

L'Internationale Communiste s'inquiète peu de ces ennemis qu'on ne peut qualifier de « nouveaux » puisqu'ils ne font que poursuivre hors du Parti la besogne qu'ils accomplissaient dedans. Il est édifiant de voir aujourd'hui les « résistants » se soulager et énoncer tout ce qu'ils n'osaient pas dire à haute voix deux mois auparavant. C'est le langage même de tous les contre-révolutionnaires qu'ils tiennent. Leur vocabulaire qu'on reconnaît à première vue est celui de tous les anti-bolcheviks. Leur journal ressemble à s'y méprendre à ceux de Merrheim, de Bourtzev et autres spécialistes de la trahison. L'Internationale a l'expérience de ces sortes de choses. Elle sait que la crise de sa section française est heureusement dénouée, que le Parti français épuré sort des épreuves subies plus vigoureux, mieux trempé.

Nos camarades de Russie, d'Allemagne, de Tchéco-Slovaquie ont salué avec satisfaction dans de récentes assemblées le dénouement de notre crise, et ceux de tous les autres pays qui suivent notre mouvement ont certainement éprouvé une joie profonde devant la renaissance du communisme français. Que d'espérances sont mises en nous par tous nos partis frères, qui ont tant lutté, tant saigné pour notre cause commune, et dont on ne compte plus les héros et les martyrs ! Dans le moment que nous vivons, quand nous élevons avec reconnaissance notre pensée vers l'Internationale qui a fait de nous de vrais révolutionnaires, nous évoquons invinciblement les combats et les sacrifices de nos frères des autres sections. Nous nous rappelons nos frères de Russie, leurs souffrances de cinq années de guerres intérieures et extérieures, leur misère, — et leur prodigieuse victoire. Nous nous rappelons le massacre de nos frères d'Allemagne, et leur défaite. Nous songeons au martyr de nos frères de Hongrie, aux hécatombes de Finlande, des Provinces Baltiques. Et nos frères de Pologne, de Yougo-Slavie, des Etats-Unis, de Turquie, persécutés, emprisonnés... Et nos frères d'Italie, arrêtés par centaines, par milliers, peuplant d'innombrables prisons...

Honte à vous, « résistants », qui reniez le serment qui vous liait aux victimes de la lutte révolutionnaire et qui prenez aujourd'hui le parti de leurs assassins. Que votre exemple inspire un éternel dégoût aux jeunes générations ouvrières qui veulent combattre sous l'emblème du communisme. Puisse votre trahison stimuler nos efforts et nous rendre capables de faire sans vous, contre vous, la tâche sacrée de la Révolution.

Boris SOUVARINE.

De la tactique offensive

Nous reproduisons ici l'article magistral de Boukharine, déjà publié dans le Bulletin Communiste du 7 avril 1921 et que les polémiques récentes à propos du Programme de l'Internationale ont rendu d'actualité. Nous serions curieux de lire une réfutation sérieuse de cet article au lieu des sottises et des mensonges répandus par les dissidents de toutes les cuvées.

Le cours de la révolution mondiale, *bouleversement historique formidable* tel que les hommes n'en ont jamais vu d'analogue, nous présente une combinaison d'éléments variés, de phases de développement, de tactiques, de méthodes, de luttes, de forces accomplissant ce bouleversement. Il va de soi qu'à différents moments de ce processus, dans les différentes phases de son développement, le prolétariat voit se poser devant lui des problèmes différents et, tout d'abord, divers problèmes tactiques.

Ce n'est pas là un caractère spécifique de la révolution prolétarienne. Nous pouvons observer le même phénomène lorsque le régime capitaliste se substitue au régime féodal. La révolution française qui, sur le continent européen, tracé la voie du développement capitaliste, traversa, elle aussi, des phases très différentes, mais dont la signification mondiale historique et sociale (c'est-à-dire de classe) était une. Cette révolution commença — si l'on peut en général parler ici de « commencement » et de « fin » — en 1789, pour se terminer, disons en 1815, avec les guerres napoléoniennes et la chute de l'Empire. En un quart de siècle, la révolution avait traversé plusieurs phases, caractérisées par les différentes tactiques dont la bourgeoisie se servit contre les anciens propriétaires.

La bourgeoisie commença par *s'insurger* contre la féodalité. Elle institua ensuite sa *dictature* contre la noblesse, faisant impitoyablement tomber les têtes, réprimant complots et révoltes contre-révolutionnaires par tous les moyens. Une période de *résistance acharnée à la réaction extérieure* suivit : lutte contre la Sainte-Alliance des Rois, à laquelle le pillage de la noblesse et la décapitation des monarques déplaisaient au plus haut point. Comme il arrive toujours pendant la guerre civile, la production à l'intérieur du pays était ruinée, la misère régnait partout, les finances étaient dans une situation désespérée, la spéculation prospérait en dépit de toutes les répressions ; et le blocus, la guerre de classe contre les Etats réactionnaires accroissaient ces maux.

L'énergie de la bourgeoisie (prise dans son ensemble) en vint à bout. Ayant affermi son organisation, créé une armée, qui se battit au son de la *Marsillaise* révolutionnaire, la bourgeoisie passa de la *défensive à l'offensive*. Une nouvelle période s'ouvrit, celle des guerres révolutionnaires qui ont, d'un point de vue objectif, aboli le servage en Europe. Chacun sait, naturellement, qu'un changement de pouvoir avait eu lieu dans l'intervalle, que la petite-bourgeoisie jacobine avait été supplantée par la

grosse bourgeoisie d'abord, et ensuite par la *dictature bourgeoise-militaire* de Napoléon. Mais chacun sait aussi que Napoléon était, par comparaison avec les monarques européens, une puissance révolutionnaire. Henri Heine comprenait déjà parfaitement la portée historique et la valeur libératrice des guerres napoléoniennes. Elles ont sapé l'ancien régime en Europe. Certes, comparées au socialisme et au prolétariat, ces guerres étaient contre-révolutionnaires. Mais il ne s'agissait uniquement de la victoire du capital sur le servage féodal.

Des pacifistes et des social-pacifistes (genre Jaurès), totalement incompréhensifs, déplorent le passage de la défensive à l'offensive et y voient « la perte » de l'idée de la grande Révolution. Les marxistes doivent comprendre toute la puérité de cette façon d'envisager les choses. Car l'enveloppe protectrice du servage féodal de l'Europe, bien gangrenée à cette époque, ne fut crevée que par les balonnettes des armées révolutionnaires. La violence eut ici le rôle de la chrysalide dans la naissance de la société capitaliste. Et le passage de la bourgeoisie, constituée en pouvoir d'Etat, de la *défensive à l'offensive*, exprimait précisément la *croissance des forces révolutionnaires*.

Telle était la situation, il y a plus d'un siècle.

Une semblable situation, nous demandons-nous, peut-elle se reproduire avec la *dictature du prolétariat* ?

D'aucuns sont « troublés » par cette « perfide » question. Ne serait-ce pas une tactique bourgeoise ? Comment le prolétariat pourrait-il faire ce qu'a fait la bourgeoisie ?

Cet argument ne vaut évidemment rien. Je dirai plus : il est profondément opportuniste et — j'en demande pardon à Messieurs les pacifistes — fort bête. On servait autrefois au prolétariat, pour combattre sa tactique révolutionnaire, de semblables arguments : « L'insurrection ? — Grands dieux ! La bourgeoisie s'en est servie. — Les barricades ? — Nous en préserve le ciel ! C'était bon pour la bourgeoisie ; le prolétariat forme la majorité, il n'a pas besoin de moyens si cruels. — La dictature ? La terreur ? — Bourgeoises aussi... » Ainsi parlaient, parlaient et parleront les conciliateurs de tout poil.

Ce qui importe aux prolétaires révolutionnaires, ce n'est pas la forme, mais la *nature de classe* des choses. Et il va de soi qu'entre les « agrandissements » de la bourgeoisie et ceux du prolétariat, il y a la même différence qu'entre ces deux classes elles-mêmes, c'est-à-dire entre le Capitalisme et le Communisme. Celui qui ne la saisit pas est incurable, et l'on sait que le trépas, seul, redresse les bossus.

Certes, la bourgeoisie internationale est grandement intéressée à ce que la dictature du prolétariat n'élargisse pas sa basse territoriale. La bourgeoisie raisonne bien : « Si, par malheur, les ouvriers ont pu prendre le pouvoir dans un pays, qu'ils y restent,

comme dans une bouteille dûment bouchée. Qu'ils y restent et n'en bougent plus ».

Ce raisonnement de la part de la bourgeoisie est bien compréhensible. Mais si un prétendu « socialiste » se déclare *en principe* adversaire de l'expansion prolétarienne, c'est évidemment que, loin d'être un révolutionnaire prolétarien, il n'est encore qu'un petit-bourgeois.

Les arguments de l'espèce de celui-ci : « La baïonnette est une arme impropre pour des causes aussi délicates que la grande idée socialiste », sont des refrains douçâtres et absurdes. Ce sont les refrains de la bourgeoisie libérale. L'insurrection n'est-elle pas une « baïonnette » ? La révolution n'est-elle pas une « baïonnette » ? La guerre civile n'est-elle pas toujours la même « baïonnette » ? Le communisme délicat n'est bon que pour les salons où l'on potine ; il ne vaut rien dans la lutte pour la vie, dans l'action où les hommes combattent et meurent pour leur cause.

Il est dit dans le *Manifeste communiste*, que les prolétaires conquerront la terre entière. Comment ? Par la révolution, — donc par la baïonnette. Si, dans un pays quelconque, le prolétariat prend le pouvoir et se sent assez fort pour attaquer les Etats bourgeois, cela veut dire que la force de la révolution est grande, que sa capacité d'organisation est vaste, qu'elle a de grandes chances de vaincre. La bourgeoisie doit le redouter. Le prolétariat doit en être heureux, tout le prolétariat, y compris celui de l'Etat capitaliste sur lequel marcheraient les armées de la république prolétarienne.

Ici surgissent de nouveaux arguments contre l'emploi, par la *partie victorieuse* du prolétariat mondial, d'une semblable tactique. On ne peut pas faire fond sur « l'intervention ». Le pouvoir des Soviets « institué artificiellement » n'est bon à rien. Ce serait une « institution étrangère », un « communisme importé », et ainsi de suite.

Demandons-nous donc : Pourquoi la bourgeoisie d'un pays intervient-elle dans les affaires de celles d'un autre pays, *et y gagne-t-elle* ? Trouverez-vous un bourgeois polonais assez bête pour protester contre l'intervention française ou anglaise ? Trouverez-vous un bourgeois hongrois protestant contre cette même intervention ? Certes, non. Les bourgeois sont des hommes d'affaires, leur raisonnement n'est pas aussi simpliste que celui-ci : la bourgeoisie polonaise, pour vaincre « organiquement » la révolution, ne doit compter que sur ses propres forces, sans quoi elle périrait. Au contraire, elle reçoit des soldats, des officiers, des généraux, des tanks, des instructeurs, des gaz et résiste aux armées prolétariennes avec le concours de cette intervention.

La bourgeoisie est intelligente. Mais certains social-pacifistes ne le sont pas. C'est là le malheur. C'est là ce qui fait qu'une erreur profonde jouit encore de quelque crédit dans les milieux ouvriers. Cette erreur, il la faut rectifier.

L'idéologie social-pacifiste, renouvelée en réalité de l'idéologie surannée de la bourgeoisie libérale, doit être détruite, car la classe ouvrière ne peut pas vaincre sous son empire. Si les bourgeoisies modernes savent parfaitement s'entraider et n'en ont pas

honte, comment le prolétariat international pourrait-il renoncer à l'entraide et aux interventions fraternelles, dans l'intérêt du socialisme et de son succès ? Certes, on peut, dans tel ou tel cas, considérer l'intervention comme prématurée, se dire que l'on manque de force, etc. Mais on n'y peut faire d'objection *de principe*.

D'autre part, du moment que l'intervention s'est produite (que la *soviétisation* extérieure a commencé), les partis communistes doivent la soutenir de toutes leurs forces. Toute autre attitude équivaldrait à une trahison et à un abandon de poste devant l'ennemi. Et ne serait-ce pas, en fait, de la part du parti communiste, une trahison véritable que le refus de soutenir l'insurrection imminente ou déjà commencée contre le capital ? La question de l'intervention rouge se pose en des termes identiques. L'intervention rouge doit être soutenue par tous les moyens. Et celui qui veut être communiste ou se considère comme tel, mais qui proteste contre ce soutien, celui-là n'est pas un internationaliste révolutionnaire mais un opportuniste nationaliste.

La surestimation des états d'esprit « nationaux » de la classe ouvrière correspond au cri des opportunistes contre les insurrections dites prématurées. A coup sûr, il peut s'en produire. Mais alors même, les partis doivent faire connaître leur position de principe et aller à contre-courant et non se laisser guider par le chauvinisme petit-bourgeois et l'esprit politique des boutiquiers.

Nous avons posé la question de façon plus ou moins abstraite, mais il est évident à nos yeux que ces questions passent du domaine de la théorie dans celui de la pratique.

Nous traversons les limites entre la défense prolétarienne et l'offensive prolétarienne contre les citadelles du capitalisme. Si ce n'est aujourd'hui, c'est demain que la question se posera carrément. Chacun doit en comprendre nettement les termes et la solution théorique. La révolution ne peut vaincre que si elle est mondiale. Nous l'avons répété mille fois. Toute possibilité de hâter l'écroulement du capital dans d'autres pays est donc, pour nous, une nécessité. Les masses fatiguées de la lutte souffriront mille fois plus si le processus révolutionnaire se prolonge. Nous ne faisons qu'épargner nos forces si nous avons la possibilité (ce qui n'est certes pas toujours le cas) d'enfoncer dans l'édifice vermoulu du système bourgeois le coin d'acier de la dictature prolétarienne en armes.

N. BOUKHARINE.

PAUL FRÉLICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.

La Situation Economique Mondiale en Octobre-Décembre 1922

La prospérité des affaires que l'on a pu observer aux Etats-Unis au cours du deuxième semestre de 1922 s'est développée, bien que les conséquences de la grève des mineurs se fassent encore sentir. Il est permis d'en parler comme d'une bonne situation normale. Le mouvement en faveur d'une modification des lois contre l'immigration le prouve. Les capitalistes excipent, en demandant cette modification, du manque de bras.

En Europe occidentale, en Angleterre, en France et dans les pays neutres l'amélioration n'a été que fort lente pendant le dernier trimestre de l'année. En Europe centrale la situation a plutôt empiré. La chute du mark allemand atteint des profondeurs telles que le manque de capitaux ne

permet pas de maintenir la production sur ses anciennes bases. La stabilisation artificielle de la couronne autrichienne a eu pour effets une grave crise commerciale et un chômage étendu. Situation analogue en Tchéco-Slovaquie. En Italie les résultats de la politique fasciste ne se font pas encore sentir. Dans le domaine économique : pas de changement. L'amélioration du change italien paraît due à la confiance des capitalistes étrangers dans la stabilité du régime fasciste.

Afin de mieux pouvoir caractériser le développement de la situation, examinons d'abord le chômage dans les pays les plus importants.

Pourcentage des chômeurs parmi les ouvriers organisés :

	Angl.	Etats-Unis	Bel.	Hollande	Danem.	Suède	Norvège	Canada	Allemagne
Juillet	14.6	12.3	5.3	9.4	12.5	19.8	16.5	5.3	0.8
Août	14.7	12	4	9.2	11.1	17.4	12.3	4.1	0.7
Septembre	14.6	—	3.8	9	10.6	15.3	—	3.6	0.8
Octobre	14	12	—	—	11.3	—	—	—	1.4
Novembre	14.2	12.4	—	—	—	—	—	—	2

Chiffres absolus en mille :

	Suisse	France	Italie	Tchécoslovaquie
Juillet	52	6	304	—
Août	52	6	—	700*
Septembre ..	49	5	350	—
Octobre	—	—	—	—
Novembre ..	—	—	—	—
Décembre ...	—	3	—	1000*

Ne perdons pas de vue qu'une recrudescence du

chômage se fait toujours observer en automne par suite de l'arrêt des travaux de l'agriculture et du bâtiment.

Le développement des prix du commerce de gros doit également fixer notre attention. Les hausses et les baisses du change influencent au plus haut degré. Aussi ne le peut-on prendre en considération que dans les pays à change à peu près stable.

Voici pour ces pays les chiffres relatifs du commerce en gros pendant les derniers six mois (1) :

	Etats-Unis Broadstreet	Suède	Suisse	Japon	Angl. Economist	Danem.	France	Italie	Allemagne
Juillet	131	155	163	281	171	180	326	558	9.102
Août	131	163	163	195	186	178	332	571	13.978
Septembre ..	136	158	163	192	194	176	330	582	29.116
Octobre	144	155	163	190	186	180	332	601	43.223
Novembre ..	150	154	169	—	167	182	352	596	94.492
Décembre ...	—	—	170	—	166	—	—	—	167.412

Il ne faut pas oublier que la hausse des prix est réelle aux Etats-Unis et correspond à l'amélioration de la situation, tandis qu'en Angleterre celle-ci, calculée en or, est couverte par l'amélioration du cours de la livre anglaise. Le développement des prix subit l'influence des changements du cours de l'or à l'échelle internationale, en France comme en Italie et surtout en Allemagne.

Passons au développement des changes les plus importants par rapport au dollar et à la livre anglaise :

New-York marquait pour 1 parité de cents :

	Parité	Cours 30. 6. 22	Cours 9. 10. 22	Cours 4. 1. 23
Angleterre ...	487	442	442	465
France	19.3	8.12	7.55	7.04
Suisse	19.3	18.95	18.61	18.95
Italie	19.23	4.72	4.28	3.10
Hollande	42.2	38.43	38.80	39.60
Allemagne ...	238.8	0.27	0.04	0.012
Autriche	20.3	0.0052	0.0013	0.0015

Le tableau ci-dessus montre que le cours anglais s'est bien rapproché de la parité au cours du trimestre passé de même que les cours hollandais et suisses (tandis que la couronne suédoise qui n'est pas marquée ici avait dépassé la parité du dollar au mois de décembre). Le franc français est bien tombé : il continue rapidement ce mouvement dans la première moitié du mois de janvier. Il en est presque de même des autres cours de l'Europe centrale. A en juger d'après le développement des divers cours, l'abîme entre l'Amérique, l'Angleterre, les pays neutres d'un côté, et les pays belligérants du continent de l'autre, s'est creusé au cours du trimestre passé.

Le développement des cours est plus évident.

(*) Chiffres non-officiels.

(1) Sauf pour l'Allemagne, les chiffres sont pris de l'Economist du 2 déc. 1922 et de l'Economie et Statistique II, No. 24.

si nous les comparons à la livre sterling anglaise, car les cours de l'Europe centrale ont trop baissé pour pouvoir encore suivre, par la méthode américaine, le changement dans la fraction d'un pour cent.

Londres marquait pour 1 livre sterling :

	Parité	au 6 Octobre au 6 Janvier	
		1922	1923
France	25,22	58	67
Italie	25,22	103	92
Allemagne	20,43	9.550	39.500
Autriche	24,02	315.000	320.000
Tchécoslovaquie ..	24,02	130	161
Hongrie	24,02	10.500	11.500
Pologne	20,43	40.000	83.000
Roumanie	25,22	725	840
Bulgarie	25,22	750	665
Yougo-Slavie	25,22	275	425
Grèce	25,22	155	390

Toutefois, ces chiffres trimestriels ne caractérisent point, dans une mesure suffisante, les changements de situation financière. Il s'est produit des fluctuations de 30 à 40 % en une semaine, ce qui rend impossible tout calcul commercial et subordonne l'échange international des marchandises à la spéculation de bourse. Citons seulement l'Allemagne : une tonne d'acier y était cotée à certains jours de la mi-décembre 100.000 marks de plus que sur le marché mondial. Il en était de même alors avec presque toutes les marchandises, charbon inclus. Et vingt jours plus tard, lorsque le dollar montait de 5.500 à 9.500 marks, les prix allemands étaient bien inférieurs à ceux du marché mondial.

La rupture survenue pendant les premiers jours de l'année entre l'Angleterre et la France est du plus haut intérêt. Nos lecteurs n'y ont rien vu de surprenant. Qu'on nous permette de rappeler les lignes finales de notre rapport sur la Conférence de Londres, en juillet 1922 :

« Formellement l'Entente subsiste. Mais le Parlement anglais a tout récemment voté un crédit de 100.000 livres sterling pour l'étude de la défense contre les gaz asphyxiants et un autre crédit, de 2 millions de livres, pour la construction de 500 nouveaux avions. Lorsque le colonel Wegwood demanda à la Chambre des Communes, à M. Lloyd George, si la construction de cette flotte aérienne était une réponse aux armements français, le Premier répondit simplement : *Nous devons être prêts à toutes les éventualités.* »

Si nous examinons de plus près les relations de la conférence de Paris (janvier), nous constatons que les causes de la rupture de l'Entente sont ici les mêmes que celles qui ont mis fin à la Première Conférence de Londres (juillet) et à la Deuxième (décembre). La cause primordiale, c'est l'intérêt contraire des grandes puissances impérialistes d'Europe : l'Angleterre et la France. Et la question des réparations n'est qu'une partie de cet antagonisme qui embrasse toute l'Europe.

Nous ne pouvons pas passer ici en revue l'histoire longue et confuse de la question des réparations. Rappelons-en seulement les faits principaux. Lors de la conclusion de la paix, les puissances victorieuses furent d'avis — sans toutefois avoir examiné préalablement la capacité de paiement de l'Allemagne — que celle-ci paierait tous les dommages subis par les alliés au cours de la guerre ; dans la suite, l'évolution de la capacité de paiement de l'Allemagne devint décisive. Cette capacité de paiement étant fort inférieure aux premières estimations, il fallut diminuer, à chaque étape des négociations, les paiements imposés au Reich. En janvier 1921, on fixait à 226 milliards de marks-or la dette allemande totale. Dans l'ultima-

tum du 5 mai 1921, on la fixait à 132 milliards de marks-or. Il était cependant évident que cette somme n'était pas définitivement arrêtée, l'émission et les intérêts des obligations étant fixés à 50 milliards de marks-or, et les 82 milliards de marks-or restant n'étant pas investis en obligations et ne portant pas intérêts. La peur de l'opinion publique anglaise et française retenait seule les alliés de reconnaître ouvertement qu'ils n'espéraient pas toucher plus de 50 milliards.

M. Keynes l'avait bien prédit : l'Allemagne fut incapable de payer les 2 milliards de marks-or et les 26 % de son exportation prévus par l'ultimatum de Londres. On lui accorda donc un moratoire pour l'année 1922, fixant les paiements dus pour cette année à 720 milliards de marks-or et 1.450 milliards de marks en nature. L'Allemagne ne fut pas même en état de payer cette somme et il fallut lui accorder un nouveau moratoire pour les cinq derniers mois : les paiements à la Belgique furent couverts par des bons de trésors recouvrables plus tard.

Nous avons déjà mentionné que l'Angleterre et la France n'ont pu arriver à un accord au sujet de ce moratoire.

La moitié du produit de cet emprunt intérieur et tout le produit de l'emprunt extérieur eussent servi à assurer les réparations pendant la durée du moratoire même.

Les propositions que le nouveau gouvernement Cuno a soumises, dans sa lettre du 9 novembre à M. Bonar Law, sont à peu de choses près les mêmes. Les deux propositions allemandes ont été repoussées.

A la Conférence de Londres l'antagonisme entre l'Angleterre et la France s'est manifesté fortement. La France affirmait que l'Allemagne est responsable de la chute du mark et de la faillite du Reich qu'elle provoque sciemment pour éluder ses engagements ; l'Angleterre soutenait que la vie économique de l'Allemagne est profondément ébranlée. « Toutes les informations que j'ai recueillies, disait M. Bonar Law, démontrent que l'Allemagne est près de la ruine. Je regrette de devoir avouer que c'est vrai. Le tragique c'est qu'il n'y aura point d'amélioration possible pour l'Allemagne tant que le mark n'aura pas été stabilisé : l'expérience du monde entier, la nôtre de l'an passé, l'opinion des économistes compétents nous font craindre que, précisément, une tentative de stabilisation du mark conduirait l'industrie allemande aux abîmes. Ne perdons pas cela de vue. »

La France, intransigeante, exigeait des gages productifs. L'Angleterre estimait que cette politique achèverait la ruine de l'Allemagne et la mettrait complètement hors d'état de payer. Différend insoluble.

A la commission des réparations, la France, d'accord avec la Belgique et l'Italie, recherchait les occasions juridiques d'une occupation militaire de nouvelles régions de l'Allemagne. C'est contre la voix du représentant anglais que la commission décida le 27 décembre que l'Allemagne avait sciemment manqué à ses obligations de livraisons de bois. Quoique l'Allemagne se fût offerte de livrer, avant le 31 mars 1923, les quantités arriérées, la commission des réparations se montra intraitable. Elle décidait, en outre, qu'il n'y avait aucune différence entre les deux expressions « manquement » et « manquement prémédité ». C'est après ces préliminaires qu'eut lieu la conférence des alliés le 1^{er} janvier (Londres). La France et l'Angleterre y soumirent leurs projets. L'étude de ces projets fait admirablement ressortir l'opposition des points de vue anglais et français. Notre prochain article y sera consacré.

Eug. VARGA.

N. LÉNINE, par G. ZINOVIEV

Nos lecteurs liront avec le plus vif intérêt ces pages consacrées à Lénine, au chef prestigieux de la Révolution mondiale. Elles sont tirées d'une brochure récemment publiée par l'Humanité, contenant un discours prononcé par Zinoviev devant le Soviet de Petrograd. Elles inciteront certainement à lire la brochure tout entière qui constitue la seule biographie exacte de Lénine, et qui est si riche d'enseignements.

Le rôle de Lénine depuis le début de la guerre fut absolument exclusif. Le premier, il entreprit de réunir les groupes internationalistes. Et il fallait voir quelle intarissable énergie il consacrait à cette cause, dans la petite Suisse. Il vécut à Berne, puis à Zurich. Le Parti Socialiste suisse était entièrement gagné à l'opportunisme et au patriotisme, seul un petit groupe d'ouvriers se forma autour de nous. Lénine dépensait des trésors de peine et d'activité pour organiser quinze à vingt personnes de la jeunesse ouvrière de Zurich.

Je vivais alors dans une autre ville de Suisse, mais je me rappelle nettement combien Lénine était ardent dans ce travail, si minime au point de vue du nombre. Lénine nous écrivait lettres sur lettres, nous secouait tous pour que nous travaillions parmi les Suisses, et se réjouissait comme un enfant de nous annoncer qu'à Zurich il parvenait à attirer dans l'organisation socialiste de gauche sept jeunes prolétaires et pouvait espérer un huitième adhérent.

Naturellement, le Parti social-démocrate suisse officiel voyait d'un mauvais œil ce travail de Lénine. Greulich et d'autres déclaraient que Lénine corrompait le mouvement ouvrier par son « anarchisme » russe. Et, vraiment, Lénine le « corrompait » dans la mesure de ses forces. (*Applaudissements, rires.*) Le gouvernement bourgeois était alors prêt à expulser Lénine de Suisse comme indésirable. Et, maintenant, le socialiste suisse Moor raconte que le papier exigé de nous par le gouvernement fédéral, où nous promettions de nous tenir tranquilles en Suisse, ce gouvernement vient de le placer dans un musée comme un document historique. Je ne serais pas étonné si les bourgeois suisses qui maintenant montrent leurs lacs et leurs montagnes pour un franc, se mettaient bientôt à exhiber pour cinq francs la signature autographe de Lénine.

En 1915-1917, Lénine menait en Suisse une existence particulière. La guerre et le krach de l'Internationale avaient eu sur lui une grande influence. Bien de ses camarades s'étonnèrent du changement qui s'accomplit en lui depuis le début de la guerre. Mais, dès le début du conflit, on remarqua chez lui une haine concentrée profonde, aiguë comme un poignard affilé, envers la bourgeoisie. Il semblait même avoir changé de visage.

A Zurich, Lénine vivait dans le quartier le plus pauvre, dans le logement d'un cordonnier, presque sous les toits. Il semblait poursuivre chaque prolétaire pour le joindre et lui faire comprendre que la guerre actuelle est une boucherie impérialiste, et que l'honneur du prolétariat exige que l'on lutte contre cette guerre non pour son ventre, mais à mort, qu'on ne pourra pas déposer les armes tant que la classe ouvrière debout n'aura pas anéanti les bandits de l'impérialisme. (*Applaudissements prolongés.*)

Le bureau de la gauche zimmerwäldienne, où le rôle directeur appartenait à Lénine, édita en fran-

çais et en allemand diverses feuilles, des brochures et trois numéros de la revue *Verbote*.

Il va de soi que la propagande de Lénine déplaçait fortement à la bourgeoisie internationale. Les professeurs de la bourgeoisie allemande écrivaient des livres entiers sur la venue de cet insensé qui enseignait on ne savait quelle propagande subversive. Nous riions et nous leur disions : Pourquoi donc imprimer à ce sujet des articles et des livres entiers, pourquoi tant vous inquiéter du « délire » d'un quelconque « insensé » ?

Lénine poursuivait tranquillement sa tâche. Et voici que la bourgeoisie allemande a signé un traité avec Lénine parlant au nom d'une centaine de millions d'ouvriers et de paysans russes. Et nous, camarades, nous verrons encore le moment où notre prolétariat, par son chef, Lénine, dictera sa volonté à toute la vieille Europe, quand Lénine signera des traités avec le gouvernement de Karl Liebknecht et quand ce même Lénine aidera les ouvriers allemands à rédiger leur premier décret socialiste. (*Applaudissements.*)

En mars 1917, Lénine revient en Russie. Vous vous rappelez, camarades, la clameur qui s'éleva quand Lénine et nous, ses élèves, nous franchîmes la frontière, venant par l'Allemagne. Que de cris à propos du « wagon plombé » !

En effet, Lénine ne nourrissait pas à l'égard de l'impérialisme allemand une moindre haine qu'à l'égard des autres. Au début de la guerre, les autorités autrichiennes avaient arrêté Lénine et l'avaient retenu pendant quinze jours dans la *koza galicienne* (prison-corps de garde). Quand voulut pénétrer dans notre wagon — pas plombé du tout, en réalité — un membre influent du parti de Scheidemann, qui désirait nous saluer, nous fîmes dire à ce monsieur, sur la proposition de Lénine, que nous ne conversions pas avec les traîtres et que nous le chasserions s'il se permettait de pénétrer chez nous.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui, auparavant, s'indignaient, vinrent ensuite par la même voie. Et Lénine posait simplement la question : tous les gouvernements bourgeois sont des gouvernements de flibustiers ; nous n'avons pas à choisir et nous n'avons pas d'autre chemin pour rentrer en Russie.

Je n'entrerai pas dans les détails du rôle de Lénine à Petrograd, au début de la révolution actuelle. Nous avons vu son travail, vous ne l'avez pas observé moins bien que moi.

Vous savez le rôle de Lénine pendant les journées de juillet 1917 (1). Pour lui, la question de la conquête nécessaire du pouvoir par le prolétariat était résolue dès le premier moment de la révolution actuelle, et il ne s'agissait plus que de choisir le moment opportun. Aux jours de juillet, tout notre Comité central était contre la prise immédiate du pouvoir. Lénine pensait de même. Mais, le 3 juillet, voyant s'élever si haut la vague de l'indignation populaire, Lénine s'émut. Ici même, à l'étage supérieur, au buffet du Palais de Tauro, une petite réunion se tint entre Trotsky, Lénine et moi. Lénine nous dit en riant : « Si nous essayions tout de suite ? » Mais il ajoutait aussitôt : « Non, on ne peut pas prendre maintenant le

(1) C'est en juillet 1917 que, pour la première fois, les ouvriers pétersbourgeois tentèrent d'arracher le pouvoir des mains du ministre Kerensky.

(2) Liber et Dan, deux leaders mencheviks.

pouvoir. Cela ne nous réussirait point, parce que ceux du front ne sont pas encore tous avec nous en ce moment, trompés par les Liber et les Dan (2), ceux du front viendront égorger les ouvriers pétersbourgeois... »

En fait, vous savez qu'aux jours de juillet, Kérensky et Cie réussirent à amener contre nous des soldats du front. Ce qui devait encore mûrir en quelques deux ou trois mois n'était pas mûr au mois de juillet. Prématurée, la prise du pouvoir en juillet aurait pu nous être fatale. Lénine le comprit avant d'autres. En tout cas, il n'hésita pas une minute sur la question de savoir si le prolétariat devait, au cours de notre révolution, prendre le pouvoir. S'il eut quelque hésitation, ce fut à se demander si on ne le pourrait faire plus tôt...

Et vous savez comment les affaires se développèrent ensuite. Nous vécûmes un moment avec le sentiment que tout était perdu. Lénine douta même une minute que les Soviets, dépravés par les « conciliateurs », pussent jouer un rôle décisif. Et il donnait ce mot d'ordre que peut-être il nous faudrait prendre le pouvoir sans les soviets. Mais il ne cessait pas de croire que, tôt ou tard, nous aurions le pouvoir, et qu'il fallait jeter bas mencheviks et S.-R.

D'abord, pendant les journées de juillet, nous ne nous rendîmes pas compte de ce qui se passait. Tard dans la nuit du 3 juillet, Lénine entra, seul, à la rédaction de la *Pravda*, afin d'y livrer un manuscrit. Une demi-heure après son départ, les junkers saccageaient la rédaction de la *Pravda*. Dans la journée du 5 juillet, Liber m'amena, pour m'expliquer ce fait, à l'état-major du district où le général Polovtsev me reçut avec considération. Lui non plus ne savait pas au juste quelle contenance avoir devant nous. Une heure plus tard on arrêtait les bolcheviks et on les tuait.

Puis les poursuites commencèrent. Nous dûmes nous cacher, Lénine et moi. Mais nous étions bien résolus à nous rendre, tant était encore grande notre confiance envers les mencheviks et les S.-R. de droite. Cependant, le Parti ne nous permit pas d'agir de la sorte. Nous continuâmes à nous cacher. Et, une semaine plus tard, Lénine me disait : « Que nous étions sots de penser même une seconde à nous laisser arrêter de confiance par cette bande ! Lutte implacable avec ces gens, il n'y a pas d'autre moyen ! » (*Applaudissements.*)

De même qu'en juillet 1917, Lénine, fermement, résolument, déclarait : « On ne peut prendre maintenant le pouvoir », de même, après les journées de Kornilov, et surtout à la fin de septembre 1917, Lénine se met à presser les ouvriers : « Prenez le pouvoir au plus tôt, ou ce sera trop tard. » Après les événements Kornilov, une soi-disant « Conférence démocratique » se réunit à Petrograd. Lénine intervient d'abord par un article : « Sur les compromissions ». Pour la dernière fois, il propose aux mencheviks et aux S.-R. de rompre avec la bourgeoisie, d'en finir avec la politique de trahison et de conclure un compromis avec la classe ouvrière contre les gens de Kornilov ; mais le menchevisme et le social-révolutionnarisme étaient corrompus jusqu'à la moelle. Ils avaient déjà vendu leur âme au diable. Ils ne pouvaient plus accepter la proposition de Lénine.

Convaincu de cela, Lénine, exilé en Finlande, envoie à notre Comité central une lettre où il lui dit : « C'est assez filer la quenouille, il faut entourer l'Alexandrinka (la Conférence démocratique) siégeait au théâtre Alexandrinsky, chasser ce ramassis de coquins et prendre le pouvoir dans nos mains. »

Notre Comité central ne fut pas de l'avis de Lénine. Il nous semblait à presque tous que c'était

encore trop tôt, que les mencheviks et les S.-R. avaient encore trop de partisans. Lénine, alors, ne tergiversant pas davantage, quitte son refuge de Finlande et, de sa propre initiative, n'écoutant pas les recommandations de prudence de nos amis, se rends à Petrograd pour y prêcher l'insurrection immédiate. Kérenski et Avksentiev envoient ordre sur ordre de l'arrêter. Lénine, dans l'ombre, prépare l'insurrection, affermit les douteurs, aiguillonne les hésitants, écrit, parle en faveur de la plus prompte action. Et il réussit.

Maintenant il nous est évident à tous que Lénine avait raison. Tout était suspendu à un cheveu. Si, en octobre, nous n'avions pas pris le pouvoir, Savinkov et Paltchinsky nous écrasaient en novembre. L'histoire a posé la question sans équivoque : ou ils nous auraient abattus, ou nous devions les abattre ; ou la dictature d'une bourgeoisie folle de terreur, animée envers les ouvriers d'une haine frénétique, ou la dictature du prolétariat balayant impitoyablement la bourgeoisie.

Maintenant c'est clair. Mais alors, dans le cours des événements, il fallait le vaste coup d'œil de Lénine, son intuition géniale, pour dire : « Pas une semaine de plus, aujourd'hui ou jamais ». Et il fallait l'inflexible volonté de Lénine pour vaincre tous les obstacles et commencer juste à l'heure nécessaire le plus vaste des bouleversements que l'histoire ait enregistré.

Et l'on ne peut pas dire que Lénine ne comprenait pas toutes les énormes difficultés qui allaient se présenter devant la classe ouvrière, après la conquête des pouvoirs publics. Lénine les comprenait parfaitement. Dès le premier jour de sa venue à Petrograd, il observait avec attention la décadence économique. Il tenait pour précieuse toute relation avec des employés de banque. Il savait bien les difficultés de la production, et les autres aussi. Dans un de ses plus remarquables travaux, dans le petit livre : *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir gouvernemental ?* Lénine s'arrête longuement sur ces difficultés. A la vérité, elles furent plus grandes qu'il ne les avait prévues. Mais, quand même, la classe ouvrière n'avait pas d'autre chemin que celui d'octobre.

Sur la nationalisation des banques, dans le domaine de notre politique de production, sur la question militaire, ce fut Lénine qui dit le mot décisif. Lui seul, dès avant le 25 octobre, élaborait dans tous ses détails concrets le plan de mesures pratiques à adopter dans tous les domaines. La netteté, la clarté, la valeur concrète, tels sont les traits dominants de cette œuvre de Lénine.

Et lui seul généralisa, unifia brillamment toutes ces mesures dans son livre — le plus important, à mon avis, après le *Capital*, de Marx — *Enseignement sur l'Etat. Le gouvernement des Soviets* a trouvé en Lénine non seulement son plus grand chef politique, un praticien, un organisateur, un propagandiste enflammé, un poète, mais encore son plus grand théoricien, son Karl Marx.

La Révolution d'Octobre — dans la mesure où, en temps de révolution, on peut et même on doit parler du rôle de la personnalité — la révolution d'octobre, dis-je, et le rôle de notre parti dans ces événements sont, pour les neuf dixièmes, l'œuvre des mains de Lénine. Si quelqu'un pouvait convaincre les hésitants, les obliger à se lever et à entrer en lice, c'était Lénine.

Je dirai, quant à moi, que si j'ai à me repentir dans ma vie de certaines choses, ce n'est pas d'avoir pendant quelques années de travail marché sous la direction de Lénine, mais d'avoir pensé pendant certains jours d'octobre que Lénine se pressait trop, forçait les événements, se trompait et que je devais le combattre.

A présent, il est clair comme deux et deux font

quatre que si la classe ouvrière, sous la direction de Lénine, n'avait pas à ce moment pris le pouvoir, nous eussions eu, quelques semaines plus tard, la dictature de la plus furieuse canaille bourgeoise. (*Applaudissements prolongés.*) On sait maintenant que la résolution de nous « exterminer » vers le moment de la réunion de l'Assemblée Constituante était prise. Si messieurs les généraux avaient eu plus de soldats, ils l'auraient fait. Même après le 25 octobre, les S.-R. de droite voulurent en finir avec nous. Un S.-R. de droite, Maslov, choisissait pour cela des soldats. Mais, de son propre aveu, récemment enregistré, il ne parvint à réunir que cinq mille hommes, d'ailleurs douteux. Ses mains étaient trop courtes...

Lénine choisit remarquablement son moment, il ne voulait pas traîner une semaine de plus et il sut poser la question carrément. Ouvertement, signant de son nom, il écrivit dans un journal légal article sur article, invitant à la révolte armée, la fixant pour le lendemain ou le surlendemain. Et Lénine fait cela, tandis que Kérénsky est encore au pouvoir, semble encore à d'aucuns être très fort. Lénine jette un défi à toute la bourgeoisie, à tous les opportunistes et leur dit : « Demain, nous nous débarrasserons de votre pouvoir. » Chacun le sait, dans la bouche de Lénine, ce ne sont pas paroles en l'air. Les actes suivent la parole. Lénine seul pouvait agir ainsi.

Et les jours mémorables, les jours amers de Brest-Litovsk ! Qu'il était ardu, qu'il était torturant de prendre alors une résolution ! Je ne puis me représenter ce qui se fût produit si nous n'avions pas eu Lénine à ce moment. Quel autre aurait pu soulever ce fardeau, aller à l'encontre de l'immense majorité des Soviets, d'une fraction importante du Parti et même, à un moment donné, de la majorité des membres du Comité Central du Parti ? Seul Lénine pouvait porter cette charge, et ceux qui d'abord hésitaient ne pouvaient suivre que lui. Il lui fut donné, à lui seul, de sauver Petrograd, la Russie, notre Parti, notre révolution. On trouverait, à l'heure présente, peu de ces sages qui oseraient se rire encore de la « théorie du répit » de Lénine. Il est clair, désormais, que c'était la seule bonne voie : céder à l'ennemi dans l'espace pour gagner du temps.

Voilà pourquoi l'homme qui a fait un tel travail, cela va de soi, droit à l'immortalité. Voilà pourquoi un coup porté contre lui, chacun le ressent comme une atteinte à sa propre personne. Trotsky avait raison de dire à Moscou : « Quand on voit Lénine gravement blessé, luttant contre la mort, notre propre vie nous semble tellement inutile, tellement insignifiante... »

On a comparé Lénine à Marat. La destinée lui a souri davantage qu'à Marat. Marat n'est devenu très cher à son peuple qu'après sa mort. Notre maître, notre camarade Lénine, a été à un cheveu de la mort. Mais il était cher à notre peuple avant l'attentat. Il devint mille fois plus cher encore au cœur de la classe ouvrière depuis ce perfide attentat. Marat vécut longtemps dans les souvenirs de son peuple après que la vie physique lui eût été ôtée... Lénine vivra non seulement dans nos cœurs, mais encore dans nos rangs — pour combattre parmi nous et conduire la première révolution socialiste ouvrière à sa complète victoire finale. (*Vifs applaudissements.*)

Oui, Marat, lié à un prolétariat urbain et rural de millions et de millions d'hommes, — tel sera Lénine. Prenez le dévouement fanatique au peuple de Marat, l'incorruptibilité de Marat, sa simplicité, sa connaissance intime de l'âme populaire, sa foi élémentaire en la force intarissable des « bas-

fonds », prenez cela chez Marat, ajoutez-y une érudition marxiste de premier ordre, une volonté de fer, un profond esprit analytique — et vous aurez la figure de Lénine, telle que nous la voyons actuellement.

« Le Jacobin qui lie sa destinée à celle de la classe sociale la plus avancée de son époque, à celle du prolétariat, c'est le révolutionnaire social-démocrate ! » Ainsi répondait Lénine, en 1904, aux mencheviks qui l'accusaient de jacobinisme. La figure du prolétariat-jacobin Lénine obscurcira le souvenir des plus fameux jacobins de la grande Révolution française.

La bourgeoisie allemande ne peut aucunement pardonner à Auguste Bebel ce qu'il déclara un jour du haut de la tribune : « Oui, je hais votre ordre bourgeois, oui, je suis l'ennemi mortel de toute votre société bourgeoise ». Le même Bebel avait coutume de dire : « Quand la bourgeoisie me loue, je me demande : Vieux Bebel, quelle bêtise as-tu fait pour mériter l'éloge de ces canibales ? »

Lénine n'eût jamais à se poser de telles questions. Il était assuré contre ces éventualités. Sa bourgeoisie ne l'a jamais loué. Elle l'a poursuivi d'une haine brûlante dans le cours de toute sa longue activité. Lénine en est fier. Aux minutes les plus graves de la lutte, Lénine aime à répéter ces vers qu'il disait à la veille de la révolution d'octobre :

L'approbation, nous l'entendons,

Non dans la douceur des éloges,

Mais dans les cris des haines farouches...

Que c'est bien sa caractéristique. Lénine est tout entier dans cette citation. Il cite rarement des vers. Ce n'est pas pour rien qu'il a cette fois recours à une citation poétique.

« Les cris des haines farouches » des ennemis de la classe ouvrière furent toujours, pour l'oreille de Lénine, la meilleure musique. Plus s'exaspéraient ses ennemis, plus Lénine était tranquille et sûr de lui-même.

Oui, on peut vraiment dire que Lénine qu'il

...ne savait que la puissance d'une pensée

— D'une seule : mais ardemment passionnée.

Lénine aimait à comparer notre révolution à une locomotive lancée à grande vitesse. Vraiment notre locomotive roule à une vitesse vertigineuse. Mais aussi notre mécaniciens la gouverne magnifiquement. Son œil est perçant, son bras est ferme. Sa main n'hésite pas une seconde même aux tournants les plus difficiles.

À l'heure présente, notre chef git, blessé. Pendant plusieurs jours il a lutté contre la mort. Il a vaincu la mort, il vivra. C'est un symbole. Notre révolution, elle aussi, à un moment donné, parut, aussi, mortellement blessée. Elle guérit maintenant, elle guérit comme notre chef Lénine. Et les nuages se dissiperont, et nous vaincrons tous nos ennemis... (*Vifs applaudissements.*)

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LÉNINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Congrès Communiste de Leipzig

Par suite d'une erreur de traduction, l'on a pu lire sous le titre de la partie du compte rendu du Congrès de Leipzig que nous avons donné la semaine dernière : *Suite et Fin*. Il faut lire : *Suite*, tout court. Il nous reste en effet à traiter deux des questions les plus importantes qui étaient à l'ordre du jour de ce Congrès, à savoir : Les rapports et la discussion sur la question syndicale et sur celle du front unique et du gouvernement ouvrier. Nous nous voyons obligés de parler d'abord du rapport de Brandler sur le front unique et le gouvernement ouvrier, celui de Heckert sur le 2^e Congrès de l'I. S. R., qui avait été lu et discuté à une séance antérieure, ne nous étant pas encore parvenu *in extenso*.

Le manque de place nous force à ne donner cette fois non une traduction détaillée des débats, mais un résumé que nous envoie notre camarade Revco. — A. G.

Le rapport de Brandler

Le quatrième jour, le Congrès de Leipzig aborde la question du front unique et du Gouvernement ouvrier. La parole est au camarade *Brandler*.

Le rapporteur analyse d'abord la situation générale. Nous nous trouvons, dit-il, en face de la décomposition sociale, économique et politique de l'Allemagne. De cette décomposition surgit le fascisme, qui constitue la plus grande défaite que le prolétariat allemand a subie jusqu'ici. Si, à présent, nous ne réussissons pas à inspirer à la classe ouvrière du courage et la volonté de combattre, le prolétariat allemand partagera le sort du prolétariat italien. L'existence du prolétariat ne peut être assurée que par la chute de la bourgeoisie : c'est la Russie des Soviets qui le prouve. Elle est le seul Etat en voie de reconstruction. Le gouvernement soviétique russe est aujourd'hui le gouvernement le plus stable du monde !

L'illusion nationaliste d'après laquelle certains fanatiques croient pouvoir déchirer le traité de Versailles par une insurrection impérialiste constitue un immense danger pour la classe ouvrière.

Qu'est-ce qu'il faut faire contre les menaces grandissantes de la bourgeoisie ?

La confusion qui règne encore dans les grandes masses ouvrières nous oblige à appliquer, dans la période de l'offensive capitaliste, la tactique du front unique. Ce n'est pas un mot d'ordre de pure propagande : c'est un mot d'ordre de lutte. Nous ne devons pas attendre que la majorité de la classe ouvrière soit prête à lutter en commun avec nous. La lutte finale ne pourra être menée que lorsque, dans les luttes quotidiennes contre la misère, nous aurons formé une armée ouvrière unie et compacte.

Nous savons bien que tous ces combats pour l'organisation des salaires, pour la réduction des prix et des loyers ne réussiront pas à assurer l'existence des prolétaires. Cependant, il est certain déjà aujourd'hui que les beaux parleurs de la 2^e Internationale ne sont même pas prêts à mener la lutte quotidienne pour le morceau de pain. Là-dessus, il n'y a pas de divergences dans le K. P. D. Le Parti entier se place sur la base du front unique. Il n'y a divergence d'opinions que sur la réalisation pratique de l'unité de front, une partie de nos camarades craignant toujours un danger opportuniste.

Ce danger opportuniste existe en effet. Pour le comprendre, examinons les forces concrètes de

l'application de l'unité de front. Il s'agit de la lutte contre la prolongation de la journée de travail, pour l'augmentation des salaires, contre la vie chère, contre le danger de guerre et contre le fascisme.

En ce qui concerne la lutte contre le fascisme, la tâche concrète de la formation de gardes ouvrières ne contient aucun péril opportuniste ; mais notre lutte idéologique contre le fascisme présente la possibilité d'un « déraillement » opportuniste. Faut-il pour cela cesser de combattre et affaiblir notre poussée en avant ? Si nous essayons de gagner la petite bourgeoisie à notre cause, nous ne nous abaisserons pas pour cela à nous laisser contaminer par ses idées.

Les divergences au sein de notre Parti ne sont pas des questions de principes.

La peur qu'a la gauche du péril opportuniste est un danger. La gauche a tort de dire : « Nous n'entrerons en négociations avec les Centrales réformistes que pour rompre les pourparlers. » Si nous négocions, nous devons avoir la sincère intention d'aboutir à des collaborations momentanées pour des buts précis.

Quant aux tâches concrètes qui se poseront dans l'avenir, Brandler rappelle que Zinoviev a souligné la nécessité de suivre une tactique très prudente dans les prochaines actions armées. Les camarades de Bavière et de la Ruhr nous disent que l'offensive de la bourgeoisie y a été victorieuse jusqu'ici, mais que la force du prolétariat s'est accrue. C'est notre tactique qui l'a fait croître.

Ce n'est pas cette discussion qui nous apprendra à manier l'arme du gouvernement ouvrier ; nous l'apprendrons lorsque nous serons obligés de prendre position et, concrètement, en face des questions qui se posent tous les jours. Ce n'est pas en accentuant les mots d'ordre, mais en accentuant la force du Parti que nous réussirons à atteindre nos buts.

Le discours de Maslov

Ensuite, le camarade *Maslov* prend la parole comme co-rapporteur. Nous ne sommes pas un Parti social-démocrate, qui prend des décisions pour y contrevenir. Nous discutons ici nos opinions divergentes, mais nous serons unis en dehors.

Toutes nos divergences tactiques sont dues au fait que le développement de la révolution mondiale prend une allure excessivement compliquée. L'offensive du capital nous force à constituer un front de défense, que nous devons transformer en front d'offensive.

La tactique la plus difficile consiste à détacher les masses des illusions démocratiques. L'unité de front n'est pas une question de propagande, mais une question de lutte. Nous devons nous rendre compte que même si nous arrivons à forcer le Parti Socialiste à combattre, il ira dans la lutte pour la saboter.

La question du gouvernement ouvrier exige de nous un langage clair. Le Parti Socialiste tâchera de s'enfuir aussi vite que possible d'un gouvernement ouvrier et de rejoindre la bourgeoisie. Nous (la gauche) ne craignons pas les négociations avec les Centrales réformistes. Mais si Brandler dit que nous devons entrer en pourparlers avec la sincère intention d'aboutir, nous, la gauche, di-

sons que nous devons aller à ces négociations avec la ferme conviction que le Parti Socialiste est incapable de combattre. Il faut dire aux ouvriers que les revendications que nous dressons ne sont pas des objectifs purement communistes.

Dans l'action organisée à la suite de l'assassinat de M. Rathenau, il y a eu des tendances de droite dans le Parti : elles s'exprimaient par la crainte que le Parti ne fût isolé des autres organisations ouvrières.

Nous devons poursuivre avec la plus grande attention le développement du mouvement des Comités d'usines. Nous avons à demander devant qui le gouvernement ouvrier sera-t-il responsable ? Il est important qu'il ait à répondre de ses actes devant des organes de contrôle extra-parlementaires.

Le gouvernement ouvrier, une fois instauré, ne pourra se maintenir qu'en prenant des mesures de plus en plus agressive contre la bourgeoisie. Il passera de la défensive à l'offensive. Il en sera de même en Saxe. Nous devons pousser le gouvernement ouvrier jusqu'à la dictature du prolétariat. La réalisation de l'armement prolétarien doit être commencée afin que le gouvernement ouvrier puisse se maintenir.

Dans la situation actuelle, en Saxe, il faut mobiliser les usines et les syndicats et convoquer un Congrès des Comités de fabriques de Saxe. Il s'agit de mobiliser le prolétariat contre les attaques fascistes.

Discussion sur la question du Gouvernement ouvrier

Le camarade *Stöcker* prend le premier la parole dans la discussion sur le front unique et le gouvernement ouvrier. Il estime que la gauche a considérablement modifié ses conceptions dans le courant de la dernière année. La gauche a d'abord combattu le mot d'ordre du gouvernement ouvrier ; ensuite, elle ne l'a accepté qu'en tant que manœuvre tactique. Quelques camarades de l'opposition voulaient que le gouvernement ouvrier ne fût qu'une autre expression pour la dictature du prolétariat ; d'autres ont déclaré que le gouvernement ouvrier ne pourrait se constituer qu'après l'armement de la classe ouvrière. Tout cela ne se trouve plus dans la motion présentée par la gauche ; elle a donc fait de sensibles progrès. Ce n'est pas seulement la minorité, nous aussi nous avons reconnu les fautes commises dans les précédentes campagnes pour le front unique. Mais nous avons montré que nous gagnons la confiance des masses.

Boettcher donne un exposé de la situation en Saxe pour montrer dans la pratique les perspectives d'un gouvernement ouvrier saxon. Le gouvernement socialiste de Saxe vient de démissionner. Ce cabinet, se trouvant dans la nécessité de s'appuyer sur les Comités d'usines, ou bien sur la bureaucratie de l'Etat bourgeois, s'est décidé pour cette dernière. Voilà pourquoi les communistes ont dû lui retirer la confiance. Désireux d'empêcher la formation d'une coalition bourgeoise-socialiste, qui enchaînerait la majorité du prolétariat à la bourgeoisie, le Parti Communiste est prêt à assumer la responsabilité de la formation du nouveau cabinet. Il est prêt à constituer un gouvernement ouvrier, en commun avec les social-démocrates. Par notre mot d'ordre, nous montrons aux masses qu'il y a un moyen d'empêcher la bourgeoisie de reprendre le gouvernement en Saxe. En refusant notre offre, les chefs socialistes se démasqueront de nouveau.

Ruth Fischer. — Nous risquons de nous placer

sur le terrain de la constitution démocratique. C'est une illusion de croire que le Parti Socialiste serait jamais enclin à combattre sérieusement. Le gouvernement ouvrier ne doit jamais être un gouvernement de coalition ; il doit être, avant tout, un gouvernement de lutte.

Kämen. — Pour organiser le front unique par le bas, il faut d'abord avoir démasqué les chefs réformistes en essayant de faire le front unique par le haut. La gauche veut que le gouvernement ouvrier soit identique avec la dictature prolétarienne. Le gouvernement ouvrier ne devrait se constituer que dans l'offensive et jamais dans la défensive. Mais c'est par le gouvernement ouvrier que nous passerons de la défensive à l'offensive. Un autre argument que la minorité cite contre le gouvernement ouvrier, c'est le fait que le Parti Socialiste est incapable de combattre. Cependant, les masses du Parti Socialiste combattront, et c'est ainsi que nous les détacherons des chefs traitres.

Meyer affirme que la seule tentative de réaliser en Allemagne le gouvernement ouvrier mènerait à la guerre civile. La bourgeoisie, et surtout l'industrie lourde métraiert tout en œuvre pour empêcher un tel gouvernement de prendre le pouvoir. Ceux qui, aujourd'hui, sont encore sceptiques vis-à-vis d'un gouvernement ouvrier, empêchent, par leur attitude, la création des conditions nécessaires à un gouvernement ouvrier.

La discussion étant close, les deux rapporteurs en résument les résultats de la façon suivante :

Maslov prend la parole. « La discussion, dit-il, n'est pas encore assez avancée pour permettre de donner un résumé définitif. Les représentants des diverses conceptions se sont prouvés réciproquement ouvrier. Les différences d'opinion portent sur Cela prouve que le Parti s'efforce de trouver une solution à ces importants problèmes.

« Il n'y a pas de divergences de vues au sujet de la participation communiste à un gouvernement ouvrier. Les différences d'opinion portent sur le but que nous poursuivons en constituant un gouvernement ouvrier. *Maslov* croit apercevoir une contradiction entre *Meyer*, qui a dit que le gouvernement ouvrier signifie la guerre civile, et la motion présentée par la Centrale, qui dit que la collaboration à un gouvernement ouvrier constituait de la part des chefs réformistes une conception à la volonté de lutte du prolétariat.

La lutte idéologique pour éclaircir ce problème doit continuer, mais nos actions seront unies. La situation est grave. Nous devons conquérir le gouvernement ouvrier et non le discuter.

Brandler. — Il s'agit de trouver la solution pratique des questions concrètes et d'en finir avec la discussion.

Si, dans notre lutte pour le gouvernement ouvrier, nous voulions formuler des buts, comme l'entend le camarade *Maslov*, la tactique de l'unité de front serait impossible. La gauche insiste toujours sur la différence entre la défensive et l'offensive. Cela signifie qu'en pratique, elle ne veut pas de gouvernement ouvrier tant que le prolétariat sera acculé à la défensive.

Tout en proclamant notre méfiance contre les organes de l'Etat bourgeois, nous devons nous en servir. La pratique a prouvé qu'en Rhénanie, par exemple, les réformistes ont été forcés à la lutte par les masses ouvrières.

Résumant la situation générale, le camarade *Brandler* déclare que, pour que les soldats français refusent d'occuper l'Allemagne, il faut avant tout qu'ils aient affaire à une Allemagne révolutionnaire.

L. R.

La lutte contre le Fascisme en Allemagne

La structure sociale de l'Allemagne s'est profondément modifiée depuis la guerre. Déjà, au cours de la grande tuerie, les rapports des différentes classes sociales entre elles ont subi des changements. Le niveau d'existence des classes moyennes tombait plus rapidement encore que celui des ouvriers. La différence entre le luxe de quelques petites cliques de riches et la misère des grandes masses du peuple devenait de plus en plus immense. Cependant, ce n'est que depuis la mise en vigueur du traité de Versailles que cette évolution douloureuse se manifeste avec le plus grand éclat. Ce que la guerre n'a pu réaliser, l'époque d'après-guerre l'achève : la complète décomposition de la société allemande.

A un petit groupe d'exploiteurs s'oppose la grande masse de ceux qui ne peuvent plus vivre. Ce n'est plus que le prolétariat qui sombre dans la détresse : la petite bourgeoisie, les gens des professions libérales, ceux qui vivent de leur rentes ou qui touchent des pensions, les petits et moyens fonctionnaires, ne peuvent plus se maintenir dans la modeste aisance qui les entourait jadis. Leur mobilier, plus riche et plus confortable que celui des familles prolétariennes, a trouvé depuis longtemps, pièce par pièce, la route du Mont-de-Piété. Les dernières épaves de leur vie d'autrefois : bijoux, tableaux, livres, ont été vendus ; leur permettant ainsi d'arrêter pour quelque temps leur chute inévitable.

Mais, depuis quelque temps, les dernières ressources sont épuisées. Ramassées au cours d'une longue vie laborieuse pour assurer à leurs possesseurs une vieillesse sans souci ni inquiétude, les petites fortunes fondent sous les coups violents de la Bourse. Les petits commerçants sont forcés de devenir gros bourgeois usuriers et mercantils, sinon c'en est fait de leur existence. La marche fatale de la dépréciation du mark les y contraint, qu'ils veuillent ou non. La classe moyenne disparaît : elle tombe à un niveau d'existence inférieur à celui du prolétariat. Comme pendant au « prolétariat déclassé » (*Lumpenproletariat, prolétariat en haillons*), se forme une classe inconnue jusqu'ici : la *Lumpenbourgeoisie*, la bourgeoisie déclassée.

C'est dans les milieux de la bourgeoisie déclassée que la propagande fasciste trouve un écho retentissant. Menacée directement et plus que le prolétariat d'une mort certaine, elle pousse à l'action immédiate. Les espoirs qu'elle a fondés en 1918, lors de la révolution, dans la social-démocratie, se sont piteusement écroulés. Aussi ses efforts, déçus par le mouvement de gauche, se portent-ils à présent vers l'extrémité de la droite. Les Alliés, et surtout l'impérialisme français, apparaissent à ces petits bourgeois comme les principaux auteurs de leur misère. Incapables de concevoir le sens historique de la période actuelle

du déclin capitaliste, ils croient que le rétablissement de l'ancien régime et la reprise de la guerre contre la France feraient revenir les temps heureux d'antan. Mais avant de pouvoir mener la guerre contre l'étranger, il faut abattre les révolutionnaires à l'intérieur par la guerre civile.

La classe ouvrière se voit donc directement menacée par le mouvement fasciste qui grandit au fur et à mesure que la déconfiture de l'économie allemande réduit la classe moyenne à la détresse. Le Parti Socialiste demeurant inerte en face de ce danger imminent, c'est au Parti Communiste seul qu'incombe la charge de combattre et de dresser contre lui le front unique de la classe ouvrière.

Il va sans dire que le premier devoir des communistes, dans la lutte contre le fascisme, est l'armement matériel de la classe ouvrière. Les « national-socialistes », alias fascistes, proclament ouvertement que leur but est d'abattre « l'ennemi intérieur » par la force des armes. Si le prolétariat allemand ne veut pas partager le sort de la classe ouvrière italienne, il doit se préparer à répondre par la violence à l'assaut qu'on lui annonce.

Mais, en dehors de la lutte matérielle, le Parti Communiste se propose de désagréger idéologiquement le front de l'adversaire. Le milieu où les fascistes recrutent leurs adhérents est une classe prolétarisée. Ne serait-il pas du devoir du Parti Communiste de montrer à ces déclassés que les buts du fascisme ne les sauveront nullement de la mort, que les extrêmes nationalistes ne se servent d'eux que pour les fins des intérêts capitalistes et que, seule, la Révolution prolétarienne les libérera de la situation insupportable où ils se trouvent ?

En effet, le Parti Communiste allemand a commencé la campagne idéologique contre le national-socialisme. De même que la propagande communiste dans la classe ouvrière se rattache aux illusions démocratiques des travailleurs socialistes pour les vaincre et les surmonter, l'agitation communiste dans les milieux petit-bourgeois doit partir de certaines conceptions propres à l'idéologie de la classe moyenne. Placé entre les deux grandes classes principales de la société moderne, s'imaginant de constituer le médiateur entre les deux, le petit-bourgeois se tient pour le représentant le plus direct et le plus qualifié de toute la nation. Aussi, sa propre ruine lui apparaît-elle comme la ruine de la nation. C'est pour sauver la nation, pour se sauver elle-même, que la petite-bourgeoisie soutient aujourd'hui le mouvement fasciste, dont elle se promet le salut.

Or, le Parti Communiste doit démontrer aux déclassés de la petite bourgeoisie que leur façon de « sauver la nation » conduirait le peuple tout entier au dépérissement. Il doit leur exposer que le seul moyen de sauvetage est la révolution pro-

létarienne. Loin de retenir la nation allemande de la course à l'abîme, la tentative de déchirer le traité de Versailles par une nouvelle guerre nationale hâterait l'évolution fatale vers la déconfiture de la nation. Le Parti Communiste leur rappellera le sens national de l'internationalisme prolétarien, exprimé par Marx et Engels dans le « Manifeste Communiste ».

Le prolétariat allemand n'a pas à défendre des intérêts nationaux contre les envahisseurs de la Ruhr. Ce n'est que dans le cas d'une révolution prolétarienne que la classe ouvrière allemande aurait à se dresser nationalement contre M. Poincaré et ses sbires : les travailleurs allemands ne sont pas intéressés à défendre une Allemagne où tout appartient à leurs exploiters et où rien n'est à eux ; mais ils défendront contre les capitalistes étrangers une Allemagne dont les richesses naturelles, les fabriques, bref tous les moyens de production, appartiennent à ceux qui travaillent.

Le problème se pose pareillement pour la France. Le traité impérialiste de Versailles menace

d'exterminer la nation allemande. Mais la nation française, en proie à une dépopulation de plus en plus sensible, n'en est pas moins menacée. La prochaine guerre impérialiste s'annonce bruyamment, et ce sera de nouveau le peuple travailleur de France qui aura à en faire les frais. Comment sauver la nation française de l'extermination certaine, sinon par le seul moyen qui puisse servir à combattre l'impérialisme et les guerres capitalistes : par la révolution prolétarienne ?

Unis par le même cruel destin qui plane au-dessus de leurs têtes, les prolétaires, les prolétaires d'Allemagne et de France mèneront en commun la lutte contre les sombres puissances qui s'approprient à les pousser dans l'abîme. En combattant internationalement les graves dangers de guerre et de famine dont l'impérialisme les menace, ils sauveront, d'un commun accord et par des efforts communément concertés, la classe ouvrière internationale et par là leurs nations.

Lucien RÉVO.

L'Émigration italienne en France

Le problème de l'émigration italienne en France est plus vaste et plus complexe qu'on ne le pense communément.

Les gouvernements intéressés, le Parlement italien, les Partis et les organisations réformistes lui ont donné une attention particulière et se sont tracé une ligne de conduite.

Le moment est arrivé pour le P. C. F. et la C.G.T.U. de prendre position devant cet intéressant problème et d'y consacrer une étude et une action adéquate. Quelle doit être celle des organismes révolutionnaires ?

Tout d'abord jugeons de la portée de la question : il y a aujourd'hui en France 1.200.000 italiens environ et l'on présume que le chiffre atteindra un million et demi cette année.

L'importance du problème est fixée par l'importance des chiffres.

Les émigrants italiens sont pour la plupart des adultes : ouvriers du bâtiment, agriculteurs, mineurs, tisserands, métallurgistes, etc.; donc, une grande masse d'ouvriers qui influe sensiblement sur le marché français du travail, et qui peut arriver jusqu'à déterminer certaines conditions de salaire, de contrat, etc.

Depuis que la guerre a fermé complètement ou en partie les débouchés d'émigration italienne (empires centraux, Balkans, Amériques) la France a reçu bon nombre de nos ouvriers, attirés par les communications faciles, par l'abondance de travail et par le change favorable. La France a besoin d'hommes, soit parce qu'il y en a trop utilisés dans l'armée, soit parce qu'elle n'en a pas suffisamment pour son développement agricole et industriel et pour la reconstruction des provinces dévastées.

Par contre l'Italie est un grand réservoir de main-d'œuvre. Sa nombreuse et prolifique popu-

lation (130 habitants par kil. carré) ne peut vivre dans le pays où l'agriculture n'est pas suffisamment développée, où l'industrie est en pleine crise, où les capitaux et les initiatives font défaut et où les matières premières manquent presque complètement. Solution unique : l'émigration.

Il y a donc en France, à ce jour, plus d'un million de travailleurs italiens. Nombre d'entre eux s'y sont établis définitivement et vivent la vie du pays. D'autres constituent l'émigration temporaire.

Les ouvriers arrivent en France complètement ignorants de la vie du pays ; n'en connaissant pas la langue, ils ne peuvent s'orienter ; ils sont à la merci du hasard et du premier venu... qui est d'habitude le patron exploitateur.

L'ouvrier italien est considéré comme un jaune. Cette opinion est aujourd'hui généralement aussi fautive qu'elle était vraie il y a vingt ans. La vérité est qu'il est, dans la plupart des cas, l'instrument aveugle et inconscient de spéculateurs malhonnêtes. Des cas se sont produits à Paris, où des ouvriers italiens, tenus dans l'ignorance, ont travaillé pendant la grève.

Les travailleurs français sont-ils lésés ou avantagés par l'émigration italienne ? La main-d'œuvre étrangère, éduquée et organisée, ne peut pas porter préjudice au travailleur indigène pour lequel il y a cent éléments favorables.

Dans la crise, la main-d'œuvre étrangère chôme la première. Pendant la période d'activité, elle représente l'élément nécessaire de développement qui favorise aussi l'ouvrier indigène. Il y a le danger de la division des deux groupes ouvriers, division qui s'accroît dans les luttes entre capital et travail ; mais il y a une défense : l'assimilation par les ouvriers français des ouvriers italiens.

Faites en sorte que les travailleurs se jugent

tels qu'ils sont et n'estiment pas comme un défaut le fait d'être nés dans un pays proche ou éloigné, et vous les verrez toujours marcher ensemble.

La position des nationalistes italiens devant le problème de l'émigration est de conserver les liens de la patrie avec les expatriés. Pour cela ils concluent des accords avec le gouvernement français, et la propagande est confiée aux soins des associations patriotiques, aux partis politiques (aujourd'hui, c'est le tour aux « fasci »), à la presse. Le gouvernement et les bourgeois émigrés en font les frais.

Les capitalistes français, de leur côté, cherchent à placer la main-d'œuvre étrangère au détriment des ouvriers indigènes et à en empêcher la fraternisation et l'égalité. Les réformistes des deux pays travaillent d'accord pour monopoliser toute l'émigration. Le gouvernement français — tout comme les prédécesseurs de Mussolini — favorise visiblement leur action en leur accordant des faveurs et des facilités. Ils fondent des coopératives, s'adjugent les travaux, organisent des bureaux d'émigration et de placement, cherchent à porter les ouvriers dans leurs organisations.

Le Parti Communiste ne peut pas se désintéresser de cette masse imposante de travailleurs s'il ne veut pas la retrouver dans les rangs des adversaires au moment du combat.

Jusqu'à ce jour on a fait peu de chose, même pour les camarades révolutionnaires qui, arrivant fatigués ou démoralisés, n'ont pas toujours obtenu la fraternelle solidarité des camarades français. Il faut recueillir et canaliser toutes ces énergies éparses pour les exploiter dans le pays ou les conserver pour le jour de leur retour en Italie. La solution du problème par les révolutionnaires est celle-ci : éduquer la masse des émigrants ; lui donner tous les soins que l'on a pour les masses ouvrières du pays.

Devant le capital, dans la lutte de classe, la situation de tous les ouvriers est égale, celle des émigrés est même plus critique et doit se traiter avec plus d'égard.

Il est nécessaire de répandre méthodiquement la presse révolutionnaire de langue italienne parmi la masse, de façon à tenir éveillé son esprit révolutionnaire et sa conscience de classe.

Il est nécessaire de créer des liens de solidarité entre les travailleurs des deux pays, leur faire comprendre que la différence de langue ne les rend pas ennemis et que le travail commun les rapproche fraternellement.

La C.G.T.U. doit se mettre en contact avec les émigrants et s'en occuper activement pour compter sur leur solidarité. Elle doit s'intéresser aux bureaux de placement, à la direction de la main-d'œuvre, à la propagande et à l'organisation des émigrés ; en un mot, qu'elle fasse dans un but révolutionnaire, ce que les réformistes font pour gagner les ouvriers à leur influence.

Il faut mettre les ouvriers italiens et étrangers en général, dans la condition de participer à la vie du syndicat. L'organisation doit être unique, mais des groupes peuvent être créés — en contact constant entre eux — au sein desquels soient discutés les problèmes communs en langue différente.

La condition des travailleurs italiens n'est pas

toujours des meilleures. Souvent, en dépit des traités internationaux et des contrats d'engagement, on les oblige à travailler pendant 9 ou 10 heures ; ils sont payés au-dessous des tarifs établis et exploités dans les cas d'accident. La plus grande partie d'entre eux ignore ses droits (y compris celui de s'organiser) puisque les patrons ne leur parlent que de devoirs. Une œuvre de défense s'impose. L'organisation française a tout intérêt d'empêcher l'exploitation et par conséquent l'inconsciente concurrence du travailleur étranger. Politiquement le P.C. et la C.G.T.U. doivent demander pour les émigrés le maximum de liberté ; ils doivent chercher à placer sur un terrain d'égalité les ouvriers de tous les pays. Le sentiment international et le mouvement révolutionnaire y gagneront.

J'ai seulement touché au problème, je crois qu'il mérite d'être attentivement étudié, autant dans l'intérêt de l'ouvrier italien que dans celui de l'ouvrier français.

P. MARIO.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

VIENT DE PARAITRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.



**TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS**

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.